

JOURNAL DU LOT

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi

CAHORS ET DÉP^l : — 3 mois, 5 fr. ; 6 mois, 9 fr. ; Un an, 16 fr.
HORS DU DÉP^l : — « 6 « 11 « 20

Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 cent. à chaque demande de changement d'adresse.

CAHORS : A. LAYTOU, Directeur, rue du Lycée.
PARIS : HAVAS et C^e, 8, place de la Bourse.

On est inscrit pour un abonnement de même durée, quand on ne renvoie pas le numéro qui suit l'abonnement précédent.
Imprimerie A. Laytou.

ANNONCES (la ligne)..... 25 cent
RECLAMES — 50

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout le département est facultative dans le Journal du Lot.

Chemin de fer d'Orléans. — Service d'Été.

Arrivées à		Départs de		Arrivées à											
CAHORS		CAHORS		LIBOS		VILLENEUVE-SUR-LOT		AGEN		PÉRIGUEUX		BORDEAUX		PARIS	
1 h. 10 ^m matin.	5 h. 10 ^m matin.	6 h. 53 ^m matin.	10 h. 12 ^m matin.	10 h. 28 ^m matin.	10 h. 45 ^m matin.	10 h. 45 ^m matin.	10 h. 28 ^m matin.	10 h. 45 ^m matin.	4 h. 27 ^m soir.	4 h. 27 ^m soir.	12 h. 45 ^m matin.	4 h. 39 ^m »	12 h. 45 ^m matin.	4 h. 39 ^m »	12 h. 45 ^m matin.
5 » 7 » soir.	1 » 20 » soir.	2 » 55 » soir.	3 » 56 » soir.	4 » 22 » soir.	5 » 51 » soir.	5 » 51 » soir.	4 » 22 » soir.	5 » 51 » soir.							
9 » 41 » »	5 » 40 » »	7 » 24 » »	8 » 46 » »	9 » 24 » »	10 » 54 » »	10 » 54 » »	9 » 24 » »	10 » 54 » »							

Train de marchandises régulier : { Départ de Cahors — 5 h. 20^m matin.
Arrivée à Cahors — 7 h. 55^m soir.

Train de foire. — Arrivée à Cahors. — 9 h. 25^m matin.

Cahors, 24 Juin.

La nouvelle du jour, ou plutôt la probabilité du jour, c'est que la Chambre des députés se séparera très prochainement, et ne reprendra ses séances qu'au mois de novembre pour voter le budget. Nous applaudissons à une telle résolution qui donnerait le temps aux esprits de se calmer, et qui, peut-être, détruirait dans leur germe le conflit qui menace d'éclater entre la Chambre des députés et le Sénat. Le temps est un grand maître, dit un vieux proverbe de la sagesse humaine. Espérons qu'il serait profitable aux esprits trop ardents qui se laissent entraîner dans une lutte malheureuse contre la Constitution.

Sept commissaires, sur neuf nommés par le Sénat, mercredi dernier, sont contraires aux modifications récemment apportées à la loi sur l'enseignement supérieur, par la Chambre des députés. Ils ont déclaré qu'ils repousseraient le projet Waddington.

Ce résultat n'est pas aussi favorable qu'on le croirait à première vue. La répartition des sénateurs entre les bureaux ayant lieu par tirage au sort, il est arrivé que les membres de la gauche se trouvaient en très grand nombre dans deux bureaux.

Personne ne sera surpris d'attendre que plusieurs sénateurs, notamment convaincus de bonapartisme, ont voté contre le jury mixte, c'est-à-dire pour le privilège de l'Université dans les examens. Parmi eux figure M. Bourbeau, ancien ministre de Napoléon III.

Un journal, qui est tout-à-fait au courant des moindres détails parlementaires, publie les calculs et les appréciations qui suivent :

Il y a eu 127 suffrages favorables au projet Waddington et 434 voix opposées à cette loi (en tenant compte des neuf sénateurs de la droite, qui, dans le sixième bureau, n'ont pas cru devoir voter en présence de la majorité écrasante acquise au candidat des gauches).

Les absents étaient au nombre de 34, dont 21 membres de la gauche, 13 sénateurs de la droite. Il faut ajouter une abstention (celle de M. Laboulaye) et un bulletin blanc.

Le nombre des sénateurs que l'on considère dès aujourd'hui comme étant absolument favorables au projet de M. le ministre de l'instruction publique est de 148.

Les opposants au projet sont au nombre de 146.

Au total, on connaît les opinions de 294 sénateurs.

Il reste maintenant la voix de M. le duc d'Audiffret-Pasquier, un bulletin blanc, plus le vote de M. Laboulaye.

Ceci donne un total de 297 sénateurs qui, avec les trois décédés : MM. Esquiros, Maurice et Bernard-Dutreil, représentent les 300 sénateurs.

La plus grande partie de la séance de mardi, à la Chambre des députés, a été remplie par la lecture de deux rapports faits au nom de la commission chargée de l'enquête sur l'élection de Pontivy, l'un par M. Turquet et l'autre par M. Guichard. Pourquoi deux rapports au lieu d'un ? fait observer le *Journal des Débats*. Il lui était difficile de le deviner avant de les avoir lus l'un et l'autre, et il déclare qu'il lui est maintenant plus difficile encore de le comprendre. Peut-être la commission a-t-elle voulu inaugurer dans le parlementarisme le système de la division du travail : M. Turquet a été chargé d'étudier les détails de l'élection de Pontivy et de faire ressortir les fraudes, les manœuvres, les actes de pression administrative ou morale auxquels cette élection a donné lieu ; et M. Guichard s'est chargé de faire une longue exposition des lois et de la jurisprudence auxquelles il a été porté atteinte. L'essai n'a pas été heureux, et nous serions fâchés de voir s'établir la mode des doubles rapports. M. Guichard croit-il vraiment que ses collègues ignorent l'existence de la législation dont il a eu la patience de copier les textes ? Croit-il que les Dictionnaires de politique et d'administration soient chose rare, et que tout le monde ne sache pas où l'on trouve les répertoires de jurisprudence ? Quelques notes, renvois ou appendices ajoutés au rapport de M. Turquet auraient remplacé sans désavantage l'interminable commentaire de M. Guichard, et le rapport y aurait même gagné un peu de cette gravité qui, accaparée par son frère jumeau, est presque devenue de la pesanteur.

La commission avait été chargée de faire une enquête sur l'élection de Pontivy, mais pas du tout de faire une étude statistique et financière sur l'état du clergé en France et sur les lois qui le régissent.

Le *Journal des Débats* se montre assez sévère et surtout très railleur à l'égard de M. Turquet :

« Ce qui n'est pas possible, dit cette feuille, c'est qu'après le 5 mars les prêtres aient « demandé à confesse pour qui l'on avait voté, et refusé l'absolution à des femmes dont les maris avaient mal voté. » Des témoins l'ont déposé, dit le rapporteur. Il ne fallait pas les croire. La commission n'était pas tenue d'être aussi naï-

vement crédule et de rapporter avec un air ingénu de pareilles fables. « Ces témoins-là n'allaient pas à confesse, j'en suis certain ! » s'est écrié M. de La Rochefoucauld-Bisaccia, qui n'a pas toujours l'interruption aussi sentée. Comment la commission a-t-elle vérifié l'exactitude d'un tel renseignement ? A-t-elle interrogé les maris, les enfants, les domestiques, ou les femmes elles-mêmes ? A-t-elle pénétré dans les familles à la manière de l'Inquisition ? Et pourquoi ? pour surprendre un secret ridicule et nous le raconter avec conviction ? Et ce curé qui refuse la première communion aux enfants dont le père n'a pas voté pour M. de Mun ! Et cet autre qui s'engage à ne pas secourir les mourants qui auraient été de mauvais électeurs ! Tous ces propos courent sans doute dans le pays et frappent les imaginations de certains esprits forts, mais ce n'était pas à une commission parlementaire qu'il appartenait de les prendre au sérieux. »

La *Gazette de France* exécute en ces termes la lourdephraséologie de M. Guichard :

Toute l'argumentation du rapport, de M. Guichard, comme l'avaient fait pressentir les discussions de la commission, roule sur la déclaration de 1682 ; il suffit de parcourir l'œuvre de M. Guichard pour se convaincre que ni les commissaires ni le rapporteur n'en ont compris le premier mot. Y a-t-il rien de plus ridicule, en effet, que d'entendre des républicains revendiquer comme leurs, les actes du gouvernement de Louis XIV ? Que les prélats de 1682, que le pouvoir qui les a inspirés, que les parlementaires qui les ont soutenus aient excédé leurs droits, empiété sur ceux de l'Eglise, et commis du même coup une erreur et une usurpation ; c'est ce que l'on ne peut raisonnablement contester. Mais ce qui invalide par avance toutes les prétentions des gallicans révolutionnaires, c'est que la société au dix-septième siècle était profondément catholique ; on vivait alors sous le régime de l'union la plus intime, la plus étroite entre l'Eglise et l'Etat.

L'affaire de 1682 a été une querelle intérieure entre deux pouvoirs qui entendaient rester toujours unis. Le pouvoir civil n'avait nullement la prétention de se proclamer supérieur aux doctrines de l'Eglise. Pour parler le langage du temps, le roi se glorifiait d'être le fils aîné de l'Eglise ; la royauté se regardait comme ayant la mission de faire exécuter les décisions de l'Eglise. Les canons de l'Eglise avaient force de loi en France ; le roi, au jour de son sacre, comme M. Guichard l'a rappelé si maladroitement pour sa thèse, jurait d'exterminer les hérétiques, le repos du dimanche était obligatoire, les blasphémateurs étaient frappés de peines temporelles.

Quand donc M. Guichard vient, au nom de ses collègues, affirmer qu'il faut chercher dans les doctrines de 1682 une garantie contre le *Syllabus*, il tombe gravement dans l'absurde.

La Révolution, en brisant l'ancien régime, en établissant, pour un temps, l'union de l'Eglise et de l'Etat sur d'autres bases, a créé une situation nouvelle, dans laquelle la déclaration de 1682, serait-elle aussi fondée qu'elle l'est peu, ne saurait en tout cas trouver aucune place. La preuve s'en trouve notamment dans les essais qui ont été tentés infructueusement, depuis 1802, pour les remettre en vigueur.

La Chambre des députés fait là une déplorable campagne. Elle invalidera M. de Mun, et M. de Mun, sera réélu à une majorité écrasante.

CORRESPONDANCE

Versailles, 22 juin.

Un personnage politique disait hier soir à propos des pointages, où chaque parti conclut naturellement en sa faveur : C'est un peu prématuré. Il est évident en effet, que la majorité de la commission, maîtresse du terrain, ne se hâtera pas de présenter son travail au risque de voir annuler son triomphe d'hier par un vote du Sénat, en sorte que si, comme tout permet de le croire, la prorogation des Chambres doit avoir lieu vers le 10 juillet. On peut s'attendre à voir la solution de la question ajournée au mois de novembre. L'ajournement a d'ailleurs pour les adversaires du projet l'immense avantage d'obliger le gouvernement à mettre au moins provisoirement à exécution la loi votée par l'Assemblée nationale puisque, sauf une loi nouvelle, l'organisation des jurys mixtes doit être un fait accompli pour la fin de l'année scolaire. On a déjà parlé à gauche d'une proposition tendant à sursoir à l'exécution de la loi, mais on a dû bien vite voir que cette proposition se heurterait aux mêmes difficultés que le projet Waddington, et je suppose qu'on y a renoncé. Il n'y a, du reste, rien d'impossible à ce que le projet Waddington soit finalement voté puisque, comme je vous l'ai déjà dit, un certain nombre de sénateurs bonapartistes sont décidés à se séparer en cette occasion, de leurs autres collègues de la droite, mais ce ne sera pas, selon toute probabilité avant la session d'hiver.

Le 3^e bureau a conclu à l'invalidation de M. Peyrusse (Gers).

La discussion de l'élection de M. de Mun (Pontivy) viendra dans une huitaine de jours. La commission a livré à l'impression un volume de 500 pages comprenant le rapport Turquet avec les pièces justificatives.

On dément que l'évêque d'Orléans eût donné sa démission de membre du conseil supérieur de l'instruction publique.

REVUE DES JOURNAUX

Moniteur universel.

Une proclamation du président des

Etats-Unis invite les habitants des différents Etats à se rendre dans les divers comtés et villes de l'Union, le 4 juillet prochain, jour anniversaire de l'indépendance, pour y entendre un exposé historique des faits qui se sont accomplis depuis la fondation du comté ou de la ville. C'est en vertu d'une résolution du congrès que le général Grant adresse cette recommandation au peuple dont il est le président ; l'objet des Chambres en prescrivant cette revue historique de tous les groupes territoriaux, administratifs, politiques, qui forment l'Union, a été d'attester les progrès faits par les institutions américaines dans le premier centenaire de leur indépendance.

Il y aura, en effet, cent ans dans quelques jours que les colonies anglaises de l'Amérique du Nord rompirent définitivement avec la métropole, et qu'elles résolurent, tout en conservant à peu près au complet l'organisme représentatif qu'elles tenaient de leur pays d'origine, de ne pas admettre le principe de l'hérédité dans leur gouvernement. Pour la première fois depuis la chute de la république romaine, une vaste contrée allait se passer de la concentration et de la perpétuité du pouvoir monarchique. C'était une expérience que les colons de l'Amérique faisaient pour le monde civilisé.

Aujourd'hui, les descendants des fondateurs de la république se tournent vers le passé de leur pays, veulent constater par une enquête historique, n'ont pas si l'expérience a réussi, car ils tiennent qu'elle a incontestablement réussi, mais quels progrès ont été réalisés pendant ces cent années de gouvernement électif ; les progrès, selon eux, sont évidents ; ils n'ont pas à les démontrer, puisque personne ne les nie ; ils prétendent seulement se donner la légitime satisfaction de les mesurer avec exactitude.

On a nié quelquefois que la population coloniale des Etats de l'Amérique du Nord, depuis la proclamation de l'indépendance, eût gagné, excepté en nombre, qu'elle fût devenue plus morale et plus forte, que capable de se gouverner. C'est une question sur laquelle on peut discuter ; ce qu'on ne saurait contester, c'est l'immense développement qu'a pris cette République dont la naissance date de 1776, et qui reçoit douze ans plus tard une Constitution encore en vigueur aujourd'hui.

Français.

Les feuilles radicales publient un appel adressé par quarante-neuf conseillers municipaux de Paris, en vue de préparer la célébration du centenaire de Voltaire et de Rousseau.

Il est inutile de dire que ce n'est pas à la France seule que s'adressent les représentants de la ville de Paris ; ils font appel à l'initiative « internationale, » et, de peur de n'être pas bien compris, ils ajoutent qu'ils font appel « en tous pays » à tous ceux qui voudront les aider à donner plus d'éclat et de grandeur à cette fête de l'humanité. On voit que nos conseillers municipaux n'ont pas plus de

